

# Climat : que peut la COP26 ?

*Greenpeace* Le 29 octobre 2021

<https://www.greenpeace.fr/climat-que-peut-la-cop26/>

*La COP26 se tient à Glasgow du 31 octobre au 12 novembre, peu après la semonce du dernier rapport du GIEC nous alertant sur les graves conséquences d'un dérèglement climatique déjà en marche. Que peut la COP26 ? Quelles négociations vont se jouer ? Où en est l'accord de Paris ? La diplomatie climatique n'est pas une mince affaire, tâchons de faire le point.*

## Un réchauffement de 2,7 degrés : ce que la COP26 doit nous éviter

A quelques jours de la COP26, le Programme des Nations unies pour l'environnement a publié son [rapport sur les émissions](#) de gaz à effet de serre, et le constat est sans appel : "Les engagements climatiques affichés sont bien en deçà de ce qui est nécessaire pour atteindre l'objectif de l'accord de Paris sur le climat". En effet, les engagements climatiques actuels placent la planète sur une trajectoire de + 2,7 °C en 2100, par rapport à la température moyenne avant l'ère industrielle (1850). Les événements climatiques extrêmes seraient alors si nombreux que la vie sur Terre deviendrait difficile. En 2019, un scénario plus pessimiste est sorti des travaux des scientifiques du CNRS, du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et de Météo-France : ils estiment que le [réchauffement climatique](#) global pourrait atteindre 6,5 à 7 °C en 2100, synonyme d'enfer pour l'ensemble du vivant.

## La COP26 doit sauver l'accord de Paris

Pourquoi l'accord de Paris serait-il menacé à l'occasion de la COP26, lui qui a été acté en 2015 ? Reprenons plutôt :

- C'est la [COP21](#) qui a vu naître l'accord de Paris, en 2015. Il vise à limiter la hausse des températures à 1,5 °C d'ici 2100 (par rapport au niveau pré-industriel, soit avant 1850).
- Le hic : l'accord de Paris laisse une bien trop grande marge d'interprétation aux États. Chaque État est libre de fixer son propre objectif de réduction d'émissions de gaz à effet de serre... et de le respecter, ou non. Ces objectifs, ce sont les CDN, pour "[Contributions déterminées au niveau national](#)".
- Hic numéro deux : alors que les États doivent communiquer leur CDN tous les cinq ans depuis 2015, la COP26 initialement prévue en 2020 n'a pu se tenir, la crise sanitaire du Covid-19 battant son plein.
- Cette COP26 de novembre 2021 est donc un moment majeur : c'est la date limite des États pour présenter leurs nouveaux plans de réduction des émissions de gaz à effet de serre... or pour l'instant, le compte n'y est pas. Seulement 60% des États l'ont fait à ce jour, et ces nouveaux engagements mèneraient au mieux à une baisse de 7,5% des émissions d'ici 2030, au lieu des 55% nécessaires.

## Energies fossiles, marché carbone, solidarité... ce que la COP26 doit changer

Le dernier [rapport du GIEC](#), publié en août, confirme que le **dérèglement climatique s'aggrave** et qu'il est incontestablement lié aux activités humaines. La COP26 va permettre de mesurer l'implication réelle des dirigeants mondiaux. Voici les mesures fortes que nous demandons :

- **Diviser les émissions de gaz à effet de serre par deux d'ici 2030**, comme le préconise le [GIEC](#).
- **Arrêter l'exploitation des énergies fossiles** : les gouvernements prévoient de produire en 2030 une quantité de pétrole, gaz et charbon plus de deux fois supérieure à celle compatible avec une limitation du réchauffement climatique à 1,5 °C. Ils [explorent littéralement l'accord de Paris](#). Il ne doit plus y avoir de nouveaux projets d'exploitation de combustibles fossiles, ni aucun financement public en faveur de ces énergies.
- **Donner 100 milliards de dollars par an aux pays moins développés** : les pays riches doivent aider les pays les plus pauvres à compenser les effets dévastateurs du changement climatique qu'ils subissent de plein fouet, mais aussi à développer des systèmes énergétiques propres pour s'éloigner des combustibles fossiles.

## Compensation carbone : marchander les émissions ne sauvera pas le climat

L'article 6 de l'accord de Paris est l'un des principaux enjeux de la négociation : son interprétation permet aux nations et aux entreprises de continuer leur "business as usual" en achetant le droit de polluer l'atmosphère. La [compensation carbone](#) consiste ainsi pour un pays ou une entreprise à financer des projets de séquestration de carbone – la construction de panneaux solaires ou la plantation d'arbres dans un autre pays par exemple, en échange de crédits carbone qui viennent alléger son bilan climat. Cette logique pose deux principaux problèmes. D'abord, les effets sur le climat des émissions de CO2 d'un Etat ou d'une entreprise sont immédiats, alors que la compensation de ces mêmes émissions vont elles mettre plusieurs années à opérer :(par exemple un arbre nouvellement planté peut mettre jusqu'à 20 ans pour capter la quantité de CO2 promise). Ensuite, les projets de compensation carbone placent les terres et les ressources qui s'y trouvent dans une logique marchande, avec un risque d'accaparements des terres au détriment des communautés locales. A l'image du système capitaliste qui laisse croire que l'on peut, dans un monde aux ressources limitées, continuer à accumuler indéfiniment les richesses matérielles, **la compensation est un leurre : elle n'empêche pas les émissions carbone de réchauffer notre climat.**

## Marché carbone et "net zero": des alibis pour ne pas agir

Comment un système basé sur l'achat de droits à polluer pourrait-il venir au chevet d'un climat malade d'une saturation de marchés, de produits et de flux ? Notre planète est exsangue et la science nous somme de ralentir cette course à la production et à la consommation, émettrice de gaz à effet de serre qu'un climat propice à la vie sur Terre ne peut plus supporter. Ainsi, **les engagements "net zero" (entendre "zéro émission nette"), que contractent certaines entreprises grâce au mécanisme de compensation, sont du pur greenwashing si les Etats et les entreprises ne prévoient pas de réduire véritablement leurs émissions à court terme.** Le seul zéro qui vaille est celui des émissions à la source, vers lequel nous devons tendre au cours des prochaines décennies pour nous donner une chance de contenir le dérèglement climatique. C'est pourquoi **la COP26 doit rejeter le principe du marché carbone** et garantir un solide système de responsabilisation et de contrôle du respect des engagements.

## COP26 : E. Macron, anti champion du climat

La France doit jouer un rôle moteur dans la diplomatie climatique lors de la COP26. Au-delà de sa responsabilité historique liée à l'accord de Paris, signé sous son égide, c'est un pays riche et développé,

où l'empreinte carbone par habitant est largement plus élevée que la moyenne mondiale. La COP26 sera l'occasion pour la France de tenter de restaurer sa crédibilité, mais celle d'[Emmanuel Macron](#) est bien entamée par une [loi climat](#) au rabais, une [Convention citoyenne reniée](#), et une condamnation par le tribunal administratif dans [l'Affaire du Siècle](#) pour carences fautives dans la lutte contre le changement climatique. La France n'est en effet pas un modèle de lutte climatique : selon le Haut Conseil pour le climat, instance créée par E. Macron en personne, la France ne respecte pas ses objectifs légaux (elle émet deux à trois fois plus de gaz à effet de serre qu'elle ne se l'est fixé) et devrait [multiplier ses efforts par sept](#) environ pour respecter l'objectif de l'accord de Paris, selon l'ONU. Le comble ? Alors que la science préconise une réduction de 65% des émissions de gaz à effet de serre, que l'Europe vient de signer un objectif de 55%, Emmanuel Macron a réussi à fanfaronner des mois durant sur l'objectif de -40% qu'il avait assigné à la Convention citoyenne pour le climat... dont il a finalement torpillé toute ambition.

## **COP26 : la mobilisation s'organise !**

**La COP26 de Glasgow n'est pas un but mais une étape** : saisissons cette opportunité de grand raout diplomatique pour obliger les responsables politiques à entendre notre voix ! De nombreux collectifs et associations organisent des événements pour échanger et se mobiliser durant la COP26, comme en atteste cette [carte des mobilisations](#) partout dans le monde (en anglais). En France, le samedi 6 novembre verra les citoyen·nes descendre dans la rue pour se rassembler, protester, et faire du bruit ensemble, en réponse à [l'appel des associations](#) et à la [page Facebook dédiée au 6 novembre](#), qui recense les informations sur les mobilisations locales, partout en France.